



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE

N° 8 – février-mars 2022

En bref

Lors des 5 dernières années, la Russie a toujours fait partie des 20 premiers partenaires commerciaux de l'Autriche. En 2021, la part de marché de la Russie a atteint 2,6 % des importations. Le premier poste en provenance de Russie reste l'énergie et les carburants avec 86,6 % des importations. Quant à l'Ukraine, avec 0,6 % des importations autrichiennes et 0,4 % des exportations, elle n'est pas un partenaire de premier rang pour la république alpine. Dans ce conflit armé, l'Autriche n'est pas exposée directement en termes d'échanges bilatéraux avec les deux belligérants ni pour les engrais ni pour les céréales. En revanche, sa forte dépendance aux importations de gaz russe explique le refus exprimé jusqu'ici par le gouvernement autrichien à un embargo sur le gaz russe.

LE CHIFFRE À RETENIR

80 %

Part du gaz russe dans les importations autrichiennes de gaz naturel.

Zoom sur

...un plan d'allégement de 3,7 Mrd EUR pour compenser la hausse des prix de l'énergie

Après l'annonce fin janvier d'un premier plan de soutien aux ménages et aux entreprises d'un montant total de 1,7 Mrd EUR (0,44 % du PIB), le ministre des finances, Magnus Brunner (conservateur), et la ministre de la protection du climat, compétente pour l'énergie, Leonore Gewessler (Verte), ont présenté, dimanche 20 mars en conférence de presse, un second paquet d'allègements fiscaux et de mesures compensatoires. Destiné à protéger le pouvoir d'achat des ménages et la trésorerie

des entreprises, ce second paquet prévoit de mobiliser 2 Mrd EUR, portant le montant total des mesures à 3,7 Mrd EUR (0,91 % du PIB) dont 900 M EUR pour la réduction de 90 % des taxes sur le gaz naturel et l'électricité jusqu'à fin juin 2023 et 400 M EUR pour la hausse de 50 % de l'abattement fiscal forfaitaire pour les trajets domicile-travail (1,3 million de bénéficiaires) jusqu'à fin juin 2023, complétée par un crédit d'impôt de 100 EUR pour les personnes non imposables. L'accueil de ce nouveau paquet par le monde entrepreneurial a été réservé. Devant l'ampleur de la hausse des prix de l'énergie, M. Brunner n'exclut plus une réduction de la fiscalité sur les produits pétroliers (*Mineralölsteuer*) qui pourrait entraîner une baisse à la pompe comprise entre 8 (diesel) et 15 centimes (essence).

Autriche

Prévisions et indicateurs

Dégradation des prévisions macro-économiques 2022 et 2023

Tout comme leurs homologues allemands, en raison de l'agression russe de l'Ukraine, les trois instituts économiques autrichiens de référence (la banque centrale OeNB, l'IHS et le Wifo) ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour 2022 et 2023. Alors que les prévisions de décembre 2021 anticipaient une croissance du PIB d'environ 4,5 % en 2022, le consensus se situe désormais autour de 3,5 % (correction allant de -0,6 à -1,3 pp). Pour 2023, le taux de croissance se situerait aux alentours de 2 %, au lieu des 2,5 % prévus en décembre dernier. Les combats en Ukraine et les sanctions contre la Russie devraient également aggraver les tensions inflationnistes. Les trois instituts s'attendent à une hausse de l'IPCH supérieure à 5,5 % en 2022 (correction de +2,5 pp) suivie d'un retour progressif à la normale. En 2023, le taux annuel d'inflation

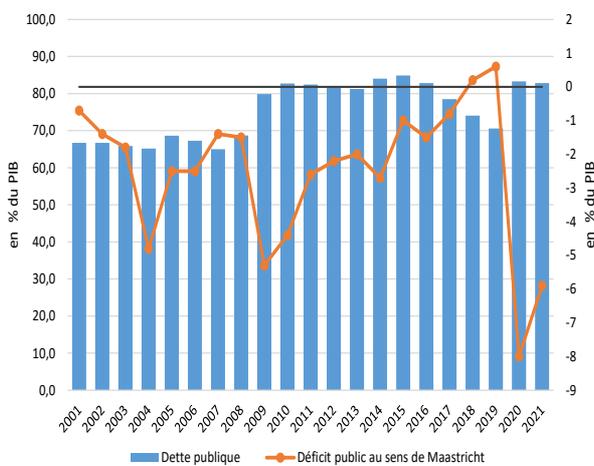
atteindrait encore 3 % (correction allant de +0,5 à +1,0 pp). Sous l'effet de cette conjoncture dégradée, le chômage et le déficit budgétaire reflueraient moins vite que prévu. Le solde public autrichien resterait toutefois bien en-deçà de la limite de 3 % du PIB inscrite dans le traité de Maastricht.

Le déficit public atteint 23,9 Mrd EUR en 2021, en amélioration de 6,6 Mrd EUR

Comme l'année précédente, l'exécution budgétaire 2021 a été dominée par l'impact de la crise de la Covid-19. Les dépenses publiques ont été supérieures de 9,4 Mrd EUR (+4,4 %) à celles de 2020 pour atteindre 225,7 Mrd EUR. Les subventions sont restées à un niveau très élevé en 2021 (18,1 Mrd EUR), bien qu'en légère baisse par rapport à l'année précédente (-0,9 Mrd EUR soit -4,7 %). Il en va de même pour les mesures liées au Covid, qui se sont élevées à 11 Mrd EUR en 2021, après 12,3 Mrd EUR en 2020. Les recettes ont atteint 201,8 Mrd EUR, soit une hausse de 16,1 Mrd EUR (+8,7 %), dont +2,7 Mrd EUR au titre de l'impôt sur les sociétés, +2,6 Mrd EUR pour la TVA et +7,3 Mrd EUR pour l'impôt sur les revenus. Au total, les administrations publiques autrichiennes ont enregistré un déficit de 23,9 Mrd EUR (5,9 % du PIB) en 2021, en amélioration de 6,6 Mrd EUR par rapport à 2020 (8 % du PIB). Sur un an, la dette publique a

augmenté en termes absolus de 18,1 Mrd EUR et s'élevait fin 2021 à 334,1 Mrd EUR (316 Mrd EUR fin 2020). Le taux d'endettement public s'est en revanche réduit de 0,5 pp à 82,8 % du PIB (fin 2020 : 83,3 %) en raison de la forte croissance du PIB en valeur.

Figure 1 : les finances publiques de l'Autriche, 2001-2021



Source : Statistik Austria

Par ailleurs, le 8 mars, l'agence de financement de l'Etat, l'OeBFA, a émis une tranche supplémentaire de l'obligation à taux zéro 2021-2031 de 575 M EUR, lancée le 27 janvier 2021 pour un montant de 4 Mrd EUR. A l'époque, un rendement de -0,331 % a été atteint contre un rendement de +0,426 % pour la tranche du 8 mars. On note notamment un élargissement du spread avec le Bund allemand, qui a atteint 44 points de base le 8 mars contre 28 points observé lors de l'émission de la tranche du 11 janvier 2022 (rendement : +0,143 %).

L'inflation a atteint 6,8 % en mars

Selon une estimation provisoire de Statistik Austria, l'inflation aurait atteint 6,8 % en mars en glissement annuel, soit le plus haut niveau depuis novembre 1981. La hausse des prix continue ainsi d'accélérer par rapport au mois précédent : en février, l'inflation s'élevait à 5,9 %. Les cours de l'énergie restent le principal moteur de la hausse des prix.

Echanges commerciaux bilatéraux : les exportations de la France vers l'Autriche ont dépassé leur niveau d'avant-crise

Après la baisse à 3,7 Mrd EUR en 2020, les exportations de la France vers l'Autriche ont progressé de 22,5 % en 2021 pour s'établir à 4,5 Mrd EUR, soit 12 % au-dessus de leur niveau de 2019 (4 Mrd EUR). En 2021 comme avant la crise sanitaire, les trois principaux postes d'exportation de la France vers l'Autriche sont les matériels de transport (697 M EUR en 2021), les produits chimiques, parfums et cosmétiques (550 M EUR), les machines industrielles et agricoles (527 M EUR). Ces trois postes ont connu une croissance importante tant par rapport à 2020 (entre +27 et +33 %) que par rapport à 2019 (+11 % pour les matériels de transport et pour les machines industrielles et agricoles ; +22 % pour les produits chimiques, parfums et cosmétiques). Les importations françaises en provenance de l'Autriche n'ont augmenté que de 0,9 % entre 2020 et 2021, après avoir chuté de 11 % entre 2019 et 2020. Avec 5,5 Mrd EUR en 2021, les achats de la France à l'Autriche restent 9 % en-deçà de leur niveau de 2019 (6 Mrd EUR). Alors qu'il dépassait 2 Mrd EUR en 2019, le déficit commercial de la France avec l'Autriche s'est réduit à 982 M EUR en 2021, soit une amélioration de plus de 50 %.

Politique économique et sociale

Aides Covid-19

A compter du 1^{er} avril, de nombreuses aides liées à la crise sanitaire sont arrivées à leur terme. Au 31 mars, l'Etat fédéral avait versé ou réservé depuis le début de la crise sanitaire près de 43 Mrd EUR (10,6 % du PIB 2021) sous forme d'aides aux entreprises et aux ménages. A noter que, dans ce total, les garanties de

l'Etat (PGE, cautionnement) représentent 5,8 Mrd EUR pour lesquels le ministère des finances espère que seule une faible part sera effectivement décaissée. Le principal poste de dépense reste le chômage partiel ; la préservation de 1,3 million d'emplois aura coûté plus de 9,6 Mrd EUR. Les dépenses de santé liées à la Covid-19 ont atteint 5,1 Mrd EUR. Selon les rapports de la COFAG, entité chargée de traiter les demandes et de verser les aides pour le compte du ministre fédéral des finances, plus de 166 000 entreprises ont déposé près de 700 000 dossiers au titre de la compensation de la perte de recettes (*Ausfallbonus*), 4,5 Mrd EUR ont ainsi été versés et 43 % des versements concernaient le secteur de la gastronomie et de l'hôtellerie.

Figure 2 : Ventilation des aides contre les effets de la crise sanitaire

Aides Covid-19	Montant (en Mrd EUR)	en %
Chômage partiel	9,6	22,3%
Garanties (PGE, cautionnement, ...)	5,8	13,5%
Santé	5,1	11,8%
Aide d'urgences et soutien divers	5	11,6%
Prime de défaillance	4,5	10,4%
Compensation de perte de CA	3,4	7,9%
Subvention des frais fixes	3,1	7,2%
Fonds d'aides urgences indépendants et TPE	2,5	5,8%
Report de charges fiscales	1,6	3,7%
Aide aux collectivités territoriales (Loi KIG 2020)	0,9	2,1%
Compensation des pertes	0,9	2,1%
Fonds de secours associatif (MPO)	0,7	1,6%
Total	43,1	

Source : ministre des finances BMF

Toutefois, quelques aides, dont le dispositif adapté du chômage partiel, ont dû être reconduites (d'au moins deux mois pour l'activité réduite) en raison de la crise ukrainienne.

Emploi

Création d'une fondation pour le travail pour la transformation énergétique

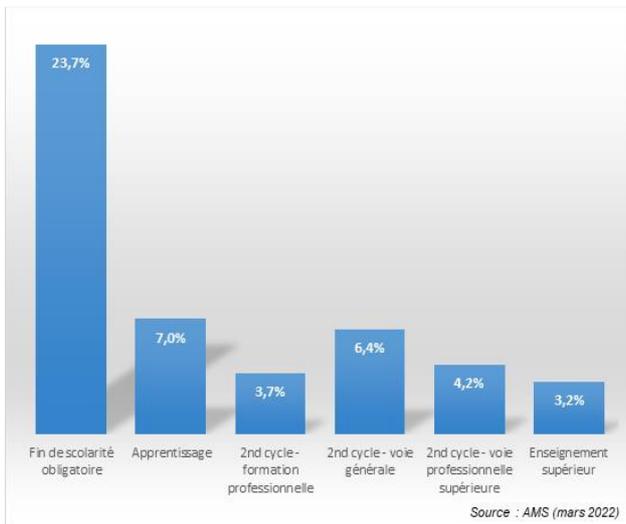
Portée par les partenaires sociaux, la chambre fédérale de commerce WKO et la confédération syndicale ÖGB, présentée par le ministre fédéral du

travail Martin Kocher (conservateur, ÖVP) et la ministre fédérale de la protection climatique Leonore Gewessler (verte, *die Grünen*), une fondation pour le travail, dotée de 17,5 M EUR dont 10 M EUR issus du budget de l'agence pour l'emploi AMS et 7,5 M EUR apportés par les entreprises partenaires, a été créée le 1^{er} avril dans le but de former 1 000 demandeurs d'emploi, notamment des femmes, des seniors et des chômeurs de longue durée, dans les domaines du développement durable et de la protection climatique. Les formations qualifiantes, dispensées par l'AMS pendant une durée allant de 6 semaines à 3 ans, seront sanctionnées par l'obtention d'un diplôme : le taux de réussite visé est de 80 % ; au moins 70 % des bénéficiaires ainsi formés devraient être à l'issue recrutés par les entreprises partenaires. Pendant la durée de la formation, les bénéficiaires continuent de percevoir l'indemnisation du chômage, majorée d'une bourse d'au moins 200 EUR mensuels versée par les entreprises. Les axes de formation seront les énergies renouvelables, la production de chaleur, l'immobilité, la transition numérique, l'économie circulaire et l'agriculture.

Le chômage recule sous le niveau de 2008

Fin mars, le nombre de demandeurs d'emploi déclarés auprès de l'agence pour l'emploi AMS atteignait près de 336 000 personnes, soit le plus bas niveau de ces 14 dernières années. En données Eurostat (définition du BIT), le taux de chômage s'établissait fin février (dernière donnée disponible) à 4,8 % de la population active, en recul de 2,2 points en glissement annuel (UE27 = 6,2 %). Dans la catégorie des moins de 25 ans, il était de 9 %, en recul de 3,4 points de pourcentage (EU27 : 14 %). La forte reprise de l'activité économique se traduit par des baisses remarquables du chômage dans tous les secteurs ; la gastronomie et l'hôtellerie affichent certes un recul en glissement annuel de 52,7 % mais la branche ne parvient pas à recruter le personnel indispensable à son activité.

Figure 3 : le risque de chômage par niveau de qualification obtenu



Le manque de main d'œuvre se fait de plus en plus criant en Autriche : fin mars, près de 124 000 emplois étaient à pourvoir immédiatement ; près de 10 000 places d'apprentissage étaient vacantes et plus de 15 000 autres le seront prochainement.

Questions sociales

Frais d'agence immobilière : ils devraient passer à la charge du bailleur

Le gouvernement a déposé au Parlement un projet de loi modifiant profondément les règles des agences immobilières. Alors que, jusqu'à maintenant, seul le locataire devait acquitter les frais d'agence immobilière (d'un montant de 2 mois de loyer nu pour un bail de 3 ans et plus), la nouvelle réglementation, si elle est adoptée par le Parlement, retient que, à partir de 2023, seul le bailleur devra acquitter ces frais. Pour les locataires, les frais connexes à la location (frais d'agence + caution de 3 mois, charges comprises +10 % TVA) représentaient un frein toujours plus important à l'amélioration du cadre de vie. La nouvelle loi prévoit que l'agence pourra réclamer des frais au locataire si celui-ci l'a mandatée

pour une recherche de logement et si le bien immobilier n'a pas été proposé à la location via une publication. Ce changement de paradigme était réclamé de longue date par les organisations syndicales, l'économie sociale et les représentations estudiantines. Le marché immobilier autrichien compte environ 5 500 agences immobilières employant 10 000 salariés.

Veille sectorielle

Secteur financier

Forte progression des montants investis dans les fonds d'investissements en 2021

Fin 2021, le total des fonds gérés par les gestionnaires d'actifs en Autriche s'est élevé à 218,8 Mrd EUR, en progression de 14 % par rapport à l'année précédente. *Erste Asset Management* est le premier gestionnaire d'actifs en Autriche avec une part de marché de 21,8 %, suivi par *Raiffeisen Kapitalanlagengesellschaft* (20,44 %) et *Amundi Austria* (11,62 % soit un montant géré de 25,43 Mrd EUR). S'agissant de la performance, les fonds investis en actions autrichiennes sortent en tête de liste ce qui reflète la bonne performance de la bourse de Vienne en 2021, l'indice ATX gagnant 39 % (44 % y compris les dividendes). Parallèlement, l'épargne logement a continué en 2021 à perdre de son attractivité : les quatre caisses d'épargne logement (*Raiffeisen Bausparkasse*, *S-Bausparkasse*, *Wüstenrot* et *Start: Bausparkasse*) ont géré 3,58 millions de comptes en 2021 soit un recul de 10,9 % par rapport à 2020. En 2013, elles en avaient compté plus de 5 millions.

Fin d'activité pour Sberbank Europe

Après avoir annoncé dans la nuit du 27 février un moratoire complet sur les opérations de Sberbank Europe qui a son siège à Vienne, l'autorité autrichienne de surveillance des marchés FMA a interdit à *Sberbank Europe* toute activité à partir du 1^{er} mars 2022. Le système national de garantie des dépôts (ESA) a été déclenché. Le chef de l'ESA

chiffre à 947 M EUR les coûts de garantie dont 40 % pour l'ESA, 36 % pour le groupe *Raiffeisen* et 24 % pour le groupe des Caisses d'épargne.

Industrie

Changement de stratégie du groupe OMV

Alfred Stern, PDG de l'entreprise énergétique à participation publique OMV (35 Mrd EUR de CA en 2021; 31,5 % du capital détenu par l'Etat fédéral autrichien) a présenté le 17 mars dernier la « stratégie d'avenir 2030 » du groupe. OMV prévoit de se retirer progressivement de la production d'hydrocarbures et d'augmenter les investissements dans les activités pétrochimiques et dans la transition énergétique. La nouvelle stratégie constitue un revirement par rapport au précédent plan : en 2018, le groupe s'était fixé pour objectif de doubler sa production de pétrole et de gaz d'ici 2025 en investissant dans l'amont. Pour ce faire, le plan de 2018 prévoyait l'acquisition de champs gaziers, la Russie étant la première destination des investissements. La présentation de la nouvelle stratégie est intervenue dans un contexte défavorable pour OMV. A la suite de l'agression de l'Ukraine, la direction du groupe a annoncé début mars le gel de ses investissements en Russie et la conduite d'un « examen stratégique » d'un certain nombre d'investissements passés. OMV a également dû inscrire à son bilan une perte de valeur de près de 2 Mrd EUR au titre de ses activités en Russie. La diversification et la décarbonation sont au cœur de la nouvelle stratégie. D'ici 2030, OMV entend réduire sa production de pétrole de 30 % et de gaz de 15 %, ce qui doit contribuer à la baisse des émissions nettes de CO₂ du groupe (objectifs : -30 % d'ici 2030 ; -60 % d'ici 2040 ; neutralité carbone d'ici 2050). A la place, OMV prévoit d'augmenter ses investissements dans la géothermie, la production d'hydrogène vert et les bornes de recharge pour les véhicules électriques.

Délocalisation : EKB délocalise 300 emplois vers la Roumanie

L'équipementier automobile EKB, détenu par le groupe bavarois Dräxlmaier, a entrepris une

restructuration de son site de production de Braunau pour faire face aux nouveaux défis que l'industrie automobile doit relever. Déjà affecté par l'agression de l'Ukraine par la Russie, en raison des ruptures d'approvisionnement en faisceaux électriques et constatant un recul de son CA de 30 % en mars et avril, le fournisseur de grandes marques telles Audi, BMW, Jaguar, Mercedes-Benz et Volkswagen, transfèrera à partir de septembre 300 emplois en Roumanie afin de sauvegarder les 720 restants sur son site de Haute-Autriche. Un plan social est en cours d'élaboration. Faute de possibilité de pouvoir développer la production à Braunau et afin d'optimiser les capacités des autres entités du groupe, le site autrichien sera entièrement dédié à la R&D.

Télécommunications

2 Mrd EUR pour soutenir le déploiement de réseaux à haut débit

La Commission européenne a autorisé, en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, un régime autrichien d'un montant de 2 Mrd EUR au titre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) en vue du déploiement d'infrastructures passives pour réseaux fixes à haut débit dans les régions du pays où aucun réseau capable de fournir un débit descendant d'au moins 100 mégabits par seconde (Mbps) n'existe actuellement ou n'est prévu. La mesure s'inscrit dans la stratégie mise en place par l'Autriche pour répondre aux besoins des citoyens et des entreprises dans le cadre du passage du pays au numérique. Le régime sera appliqué jusqu'au 31 décembre 2026 et l'aide prendra la forme de subventions directes.

Immobilier

La hausse des prix immobiliers s'est accentuée en 2021

Selon Statistik Austria, l'indice des prix immobiliers est en progression de 12,3 % en 2021 par rapport à l'année précédente, après +7,7 % en 2020 et +5,8 %

en 2019. Il s'agit de la plus forte augmentation annuelle depuis la création de l'indice en 2010. La ville de Vienne enregistre la plus forte hausse (+18,6 %), suivie du Tyrol (+14,5 %) et du Burgenland (+13,7 %). Au total, le nombre de transactions a augmenté de 13,1 %. En comparaison européenne, l'indice autrichien des prix immobiliers, avec une hausse des prix de 11,5 % sur les trois premiers trimestres 2021 (le 4^{ème} trimestre ne sera publié au niveau international qu'en avril 2022), a augmenté nettement plus rapidement que ceux de la zone euro (+7,2 %) et de l'Union européenne (+7,6 %).

Agriculture

Plan stratégique national : la Commission réclame des améliorations

Dans sa réponse de trente-deux pages, la Commission européenne a réagi au plan stratégique national que la ministre Köstinger a présenté dans le cadre de la PAC 2023-2027. Si la Commission salue les initiatives prévues pour améliorer la situation économique des petites exploitations, la hausse des moyens du 2^{ème} pilier consacrés aux interventions climatiques et environnementales (le programme ÖPUL sera abondé de 125 M EUR supplémentaires) et les interventions pour le développement rural, globalement, **il est demandé à l'Autriche de faire preuve d'encore plus d'ambition** en matière de protection climatique et environnementale, de réduction de l'emploi des produits phytosanitaires (PPS), notamment des pesticides. Dans le cadre du 1^{er} pilier et des aides directes, **la Commission demande à l'Autriche de prévoir une meilleure répartition**, notamment au profit des petites exploitations, au-delà des 70 M EUR prévus dans le cadre du plafonnement. Selon l'édition 2021 du rapport annuel vert de l'agriculture, toutes origines des crédits confondues, 2,3 Mrd EUR sont consacrés chaque année à ce secteur : 57 % en provenance du budget européen, 24 % sont apportés par les Länder et 19 % par l'Etat fédéral. Les ONG avaient déjà mis en avant le manque d'ambition de l'Autriche pour la période 2023-2027.

A la lettre d'observation de la Commission, le président de la Chambre fédérale d'agriculture, Josef Moosbrugger, a réagi en manifestant de l'incompréhension, reprochant à la Commission une surenchère des exigences sans compensation pour les agriculteurs. La ministre fédérale Elisabeth Köstinger promet de tenir compte des recommandations de la Commission autant que faire se peut.

Balance commerciale des produits agricoles et alimentaires à l'équilibre

Grâce à une forte hausse de 9,4 % en valeur des exportations de produits agricoles et alimentaires, l'Autriche a réussi à ramener presque à l'équilibre sa balance commerciale en réduisant son solde dans cette catégorie de produits à 7 M EUR. En 2021, le secteur agricole et des IAA a exporté 13,947 Mrd EUR quand les importations de produits agricoles et agroalimentaires ont atteint 13,954 Mrd EUR, en hausse de 9,3 %. Pour autant la part des exportations agricoles dans le commerce extérieur de l'Autriche, biens et service inclus, s'est contractée à 8,4 % en valeur après avoir atteint 9,0 % en 2020. Parmi les partenaires commerciaux de l'Autriche, l'Allemagne reste largement en tête avec une part de 37,4 % des exportations autrichiennes dans cette catégorie, soit en valeur 5,2 Mrd EUR (en hausse de 11,8 % par rapport à 2020). Avec une hausse de 7,8 % en glissement annuel et un montant de 0,7 Mrd EUR, les produits laitiers représentent la 1^{ère} catégorie de produits exportés vers l'Allemagne, suivis par la charcuterie (0,4 Mrd EUR, +2,1 %). L'Italie arrive au second rang avec 9,7 % des exportations (1,35 Mrd EUR ; +10,2 %), suivie par les Etats-Unis avec 6,5 % malgré un fort recul par rapport à 2020 (0,9 Mrd EUR ; -19,8 %). La France est le 8^{ème} client du secteur agricole et des IAA autrichiennes avec 2,4 % de part de marché (0,34 Mrd EUR, +12,5 %).

Slovénie

Politique économique et sociale

Mesures pour soutenir le pouvoir d'achat

Mesures pour lutter contre la hausse des coûts énergétiques

L'Assemblée nationale slovène a adopté le 22 février 2022 un paquet législatif sur les mesures visant à atténuer les effets des prix élevés de l'énergie. La mesure centrale de ce paquet législatif est une allocation énergétique de solidarité unique de 150 EUR (appelée chèque énergie) pour quelque 710 000 personnes vulnérables, et une exonération temporaire de trois mois (du 1^{er} février au 30 avril) des contributions et des frais de réseau pour tous les ménages, ce qui devrait réduire les factures d'environ 30 %. Les paiements seront effectués au plus tard le 15 avril 2022. Environ 108 M EUR du Fonds pour le changement climatique leur sont réservés.

Les tarifs des opérateurs de distribution et de transport de l'électricité seront également gelés pendant trois mois. L'Agence slovène de l'énergie s'oppose fermement à la réduction des redevances de réseau, estimant qu'elle est contraire au droit européen.

Les aides à l'économie et à l'agriculture, s'élevant à 70 M EUR, ont également été confirmées dans ce paquet, prévoyant une subvention unique pour les entreprises dont les coûts énergétiques augmenteront de plus de 40 % cette année par rapport à l'année dernière, et une compensation forfaitaire par hectare pour les agriculteurs, en fonction de l'utilisation des terres (prairies ou terres arables par exemple).

LE CHIFFRE À RETENIR

100 %

Part du gaz russe dans les importations slovènes de gaz naturel

Plafonnement des prix des produits pétroliers

Le gouvernement a plafonné à compter du 16 mars 2022 pour une période de 30 jours les prix des carburants. Le ministre slovène de l'économie a annoncé la mise en place d'un prix maximum de l'essence de 1,503 EUR/l et du diesel de 1,541 EUR/l afin de limiter l'impact de l'augmentation du prix de l'énergie sur le pouvoir d'achat. Le prix a été calculé sur la base d'une moyenne représentative des prix sur sept jours, que le ministère des infrastructures envoie à la Commission européenne. Le gouvernement suivra la situation au cours des 30 jours et prendra des mesures supplémentaires si nécessaire.

Veille sectorielle

Secteur financier

Acquisition de Sberbank Slovénie par la NLB

La NLB (*Nova Ljubljanska banka*), la plus grande banque de Slovénie, a acquis le 2 mars 2022 la filiale slovène de la banque russe Sberbank avec 40 000 clients. Selon la Banque de Slovénie, cette opération permettra de préserver la stabilité financière du pays après que les banques appartenant à des Russes ont perdu la confiance en raison des sanctions contre la

Russie. La NLB va d'abord changer le nom de la banque et procèdera à une intégration progressive.

Energie

Changement à la tête de Gen Energija

Blaž Košorok, jusqu'à il y a quelques jours secrétaire d'État au ministère des infrastructures, a été nommé le 31 mars 2022 président de GEN Energija, la plus grande holding énergétique publique, qui exploite la centrale nucléaire de Krško. Il a été choisi parmi six candidats, dont le PDG de longue date de GEN Energija, Martin Novšak, qui a été licencié il y a un peu plus d'un mois.

Il s'agit de la dernière en date d'une série de nominations à des postes à responsabilité dans des entreprises publiques du secteur de l'énergie au cours du mandat du gouvernement actuel.

La perspective d'un changement à la tête de GEN Energija a provoqué une certaine agitation à Posavje, la région où se trouvent l'entreprise et la centrale nucléaire.

Transports

Acquisition du fleuron de l'aéronautique slovène Pipistrel par l'américain Textron

Le géant américain Textron, propriétaire des marques Beechcraft, Hawker et Cessna, a signé le 24 mars 2022 un accord pour un montant de 218 M EUR portant sur l'acquisition du fabricant slovène d'avions ultralégers Pipistrel, le plus innovant des constructeurs aéronautiques et à ce jour le seul au monde à avoir certifié un avion électrique. La stratégie de Textron est d'accélérer le développement d'aéronefs tout électriques et hybrides. L'entreprise indique que cette acquisition fournira à Pipistrel un accès à de plus grandes ressources, à une expertise technique et réglementaire, ainsi qu'à un réseau mondial de vente d'aéronefs et de soutien. Pipistrel

sera ainsi à même d'accélérer son développement et la certification de ses aéronefs tout électriques et hybrides.

À la clôture de la transaction, prévue au deuxième trimestre 2022, Textron prévoit de former un nouveau segment d'affaires – Textron eAviation – axé sur le développement d'aéronefs durables, lequel inclura Pipistrel. Textron s'est engagé à maintenir la marque, le siège social, la recherche et le développement, ainsi que les sites de fabrication de Pipistrel en Slovénie et en Italie. Le fondateur et PDG de Pipistrel, Ivo Boscarol, restera actionnaire minoritaire ainsi que président émérite. Ses services de consultant seront requis dans le cadre des plans et stratégies de produits à venir, et ce, pendant une période de deux ans.

Relations bilatérales

Le constructeur automobile Revoz anticipe le passage à une équipe unique

L'impact de la persistance des problèmes d'approvisionnement en semi-conducteurs a obligé la direction de l'usine de Renault à Novo mesto de passer d'une équipe et demie à une seule équipe dès le 28 février 2022, un mois plus tôt que prévu. Environ 450 travailleurs seront touchés et le plan de licenciement sera progressif et consiste à employer environ 1 600 personnes d'ici la fin de l'année.

La production sera réduite de 486 à 325 véhicules par jour. La crise des semi-conducteurs n'est toujours pas terminée et, après la fin du partenariat entre Renault et Daimler au début de l'année, Revoz doit faire face à l'arrêt de la production de la Smart ForFour électrique. Jusqu'à présent, le groupe Renault n'a fourni aucune information sur ses plans pour Revoz après l'entrée en fonction de la nouvelle direction.

Dans le contexte difficile de la crise de l'approvisionnement en semi-conducteurs et de

l'impact de l'épidémie de Covid-19, l'usine a produit 95 797 véhicules en 2021, soit une baisse de 31 % par rapport à 2020.

Adria Mobil élargit sa production

Adria Mobil, constructeur des véhicules de loisirs basé à Novo mesto, faisant partie du groupe français Trigano depuis 2017, a commencé le 25 mars 2022 la production de véhicules de loisirs dans une nouvelle usine située dans des locaux loués à l'entreprise à capital français Trèves qui a arrêté son activité en Slovénie en septembre dernier.

Adria Mobil a investi 4 M EUR pour la rénovation du site qui permettra la production de 7 000 *vans* par an. L'ouverture de ce nouveau site est due à des contraintes d'espace sur le site de Novo mesto et à la nécessité d'augmenter la production. Le nouveau site emploie 140 personnes, et plus de 200 devraient s'y ajouter avec la mise en place d'une seconde équipe.

La société mère Adria Mobil emploie 1 340 personnes, tandis que le groupe dans son ensemble représente 2 200 salariés. En termes d'activité, plus de 18 000 caravanes, camping-cars et *vans* ont été produits (plus de 20 000 pour l'ensemble du groupe).

L'entreprise a généré un chiffre d'affaires de plus de 500 M EUR et un résultat d'exploitation record. Elle a également amélioré sa position sur le marché européen (9 % pour les caravanes et 6,3 % pour les camping-cars).



Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

avr-22

	Prévisionnistes internationaux													
	OCDE			FMI	Commission européenne		OeNB			Wifo		IHS		
	2021	déc 2021	2023	oct 2021	2022	2023	déc. 2021 / mars 2022	2022	2023	2024	mars 2022	2023	mars 2022	2023
Principaux indicateurs														
Evolution annuelle en %														
PIB réel (1)	4,5	4,6	2,5	4,5	4,3	2,3	3,5	2,2	2,0	3,9	2,0	3,6	2,3	
Consommation privée (réel)	6,4	5,8	2,6		6,3	2,4	5,7	3,4	2,4	3,9	2,3	47,0	2,7	
Demande des administrations publiques (réel)		0,2	0,5		-0,1	0,4	-0,9	0,3	0,7	-1,6	0,1	-2,0	0,2	
Formation brute de capital fixe (réel)	4,0	4,4	2,9		4,2	2,3	2,7	1,9	1,3	3,5	2,5	3,1	2,3	
Exportations (réel)	15,7	8,1	5,6	5,3	9,0	5,4	3,2	4,8	2,5	6,1	3,9	5,5	4,4	
Importations (réel)	20,5	6,9	5,3	4,6	8,1	5,7	1,9	4,5	2,4	4,6	3,8	3,9	4,1	
Productivité 2)					3,0	1,2	2,5	1,3	1,0	0,0	0,5	0,6	1,2	
Déflateur du PIB		2,8	2,1	2,3	2,2	2,1	2,3	2,5	1,9	3,5	3,5	3,1	2,5	
IPCH 1)		3,0	2,3	2,4	3,3	2,2	5,3	2,9	2,3	5,7	3,2	5,3	2,2	
Coûts unitaires du travail	1,1				-0,7	1,8	0,9	2,0	1,6	1,8	4,0	2,8	3,3	
Emploi salarié 3)				1,0	1,9	0,6	1,7	1,3	0,8	2,1	1,2	3,0	1,1	
en % de la population active														
Taux de chômage	6,2	4,7	4,5	6,0	4,6	4,5	5,4	5,0	4,7	4,9	4,7	5,0	4,8	
en % du PIB nominal														
Balance courrante	-0,5	0,1	0,3	2,0	-0,2	-0,5	-0,5	1,0	1,3	-0,4	-0,1			
Solde des finances publiques	-5,9	-2,3	-1,1	-2,9	-2,3	-1,3	-2,1	-1,4	-1,1	-2,4	-1,1	-2,3	-1,7	
Les hypothèses														
Prix du pétrole en USD/baril 1)		80,00	80,00	64,50	84,40	77,40	77,50	72,30	69,40	110,00	96,00	104,00	90,00	
Taux d'intérêt à court terme en %				-0,5	-0,4	0	-0,5	-0,2	0,0	-0,4	0,3	-0,2	0,5	
Taux de change USD/EUR		1,16	1,16	1,21	1,13	1,13	1,10	1,10	1,10	1,12	1,10	1,10	1,10	

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

1) European Commission: February 2022

2) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

3) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 11/02/2022

Dernière mise à jour le 05/04/2022, 17h33

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique de Vienne
Philippe Brunel
Rédacteurs : S. Maynhardt, E. Zajc, P. Chaumont, R. Becques

Pour s'abonner : vienne@dgtresor.gouv.fr ;
ljubljana@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : ©